

Service Risques
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le (voir signature)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NESTLE PURINA PETCARE

Immeuble Concorde
4 rue Jacques Daguerre
92500 Rueil-Malmaison

Références : 2026.02.26_NESTLE PURINA _Marconnelle_INSP ESP_RAPPVI
Code AIOT : 0007001157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement NESTLE PURINA PETCARE implanté Usine de Marconnelle ZI Chemin Voyeux 62140 Marconnelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE PURINA PETCARE
- Usine de Marconnelle ZI Chemin Voyeux 62140 Marconnelle
- Code AIOT : 0007001157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NESTLE PURINA PETCARE exploite sur la commune de MARCONNELLE une usine de fabrication d'aliments secs pour chiens et chats qui emploie environ 300 personnes.

Les différentes étapes du procédé de fabrication sont résumées ci-après :

- broyage et mélange des différents constituants (farine de viandes, de volailles, poissons et céréales) ;
- extrusion sous forme de croquettes ;
- séchage ;
- enrobage des croquettes ;
- dosage et mélange des différentes croquettes ;
- conditionnement en sacs, sachets ou boîtes ;
- palettisation et transfert vers les magasins.

L'établissement est soumis à la Directive IED pour la rubrique 3642-3 (production de 1 280 t/jour).

Les installations de l'établissement NESTLE PURINA PETCARE sont désormais autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Dossiers des équipements – systèmes frigorifiques	Autre du 23/07/2020, article A7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Conditions d'utilisation, respect de la notice	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Contenu des plans d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	(NF E 32020) Mode d'exploitation de générateur de vapeur	Norme du 01/12/1996, article 6.1.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi en service des équipements sous pression fait l'objet de plusieurs non-conformités et remarques. Il est nécessaire de solder ces constats dans les meilleurs délais afin d'assurer une exploitation conformément à la réglementation.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a fourni une liste des équipements sous pression qu'il exploite. Sur la forme, cette liste n'est pas conforme car le régime de suivi des équipements (avec ou sans plan d'inspection) n'est pas correctement renseigné. Sur le fond, les équipements suivants identifiés lors de la visite de terrain n'étaient pas référencés dans la liste. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none">• un vase d'expansion de couleur rouge situé dans la salle de production froid NH3/CO2<ul style="list-style-type: none">◦ marque CIMM n° ERE CE 250/14/25/947/21, PS 6b, volume 250L, année 2021• 2 récipients bleus situés sur la ligne de conditionnement "supp cat"<ul style="list-style-type: none">◦ marque AIRCOM n°NW50Y, volume 24L, PS 11b◦ le second similaire dont les informations n'ont pas pu être relevées Non Conformité n°1 : Les listes d'équipements présentées ne sont pas conformes, certaines informations sont manquantes (cf. plus haut). Non Conformité n°2 : Plusieurs équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 ne sont pas recensés dans la liste 6.III (cf. plus haut) <i>* Le relevé d'équipements non recensés ne se veut pas exhaustif. Il a été établi en fonction des lieux visités, des indications fournies par l'exploitant et de l'accessibilité des équipements.</i>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Non Conformité n°1 : Corriger les informations portées dans la liste.
Non Conformité n°2 : compléter la liste avec les équipements non référencés identifiés ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dossiers des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p>
Constats :

Les dossiers de plusieurs équipements ont été examinés.

Pour le récipient d'air comprimé marque SCO, n°95071, volume 2000L, PS 10b, année 1995 :

- ont été vus les documents relatifs à l'accessoire de sécurité, le registre, le dernier compte rendu d'inspection périodique du 21/10/2019, le dernier compte rendu de requalification périodique du 13/06/2023

- n'ont pas pu être présentés : l'état descriptif de l'équipement

Pour le réservoir d'air comprimé Pauchard n°X9677, PS 10.7b, volume 3000L, année 2011

- ont été vus le registre de suivi, la DMS n°370246 du 21/09/2023, le dernier compte rendu de requalification périodique du 13/04/2022, le dernier compte rendu d'inspection périodique du 29/12/2025, la notice d'instruction

- n'ont pas pu être présentés : l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage

Pour la chaudière CH1, marque Babcock, n°41/61839, PS21.6b, 15T/h, année 2006

- ont été vus les documents relatifs à l'accessoire de sécurité, le plan de contrôle rédigé au titre du guide AQUAP 2005/01, le registre de suivi, la déclaration de mise en service du 12/04/2018, le contrôle de mise en service du 19/04/2006, le dossier de modification de mode d'exploitation du 17/07/2013 ainsi que le CAI relatif du 28/01/2017, le dernier compte rendu de requalification périodique du 15/04/2025, le compte rendu des tests SPHP du 15/04/2025, la liste du personnel habilité à la conduite de la chaudière, les consignes d'exploitation, la notice d'instruction

Non conformité n°3 : l'état descriptif du réservoir d'air comprimé SCO n°95071 et l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage pour le récipient Pauchard n°X9677 n'ont pas pu être présentés

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité n°3 : compléter les dossiers des équipements avec les pièces susmentionnées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dossiers des équipements – systèmes frigorifiques

Référence réglementaire : Autre du 23/07/2020, article A7

Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les dossiers sont tenus, par l'exploitant, à disposition de l'Autorité administrative compétente chargée de la surveillance des appareils à pression, des organismes habilités et des personnes en charge de l'inspection périodique.

L'ensemble des documents des récipients et tuyauteries qui forment un système frigorifique peut être regroupé dans un même dossier d'exploitation. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier d'exploitation est composé de deux dossiers ou

deux parties (au choix de l'exploitant de faire un ou 2 dossiers par système) :

A.7.1 Partie fabrication

Les éléments communs du dossier de fabrication du système frigorifique figurent dans le tableau ci-dessous.

Ensemble CE : Schéma frigorifique ou synoptique du système frigorifique sous pression donnant toutes les informations et repérages nécessaires et utiles pour les contrôles en exploitation, Déclaration de conformité CE ou UE de l'ensemble signée par le fabricant, Notice d'instructions de l'ensemble, rédigée en langue française, Cf. § B 6.1, liste des accessoires de sécurité (fabricant, marque, modèle, tarage ...).

Installation : Schéma frigorifique ou synoptique du système frigorifique sous pression donnant toutes les informations et repérages nécessaires et utiles pour les contrôles en exploitation, Déclaration de conformité CE ou UE de l'équipement signée par le fabricant, Notice d'instructions de l'équipement, rédigée en langue française, Cf. § B 6.1, Liste des accessoires de sécurité (fabricant, marque, modèle, tarage ...), ...

Récipients ou tuyauteries « anciennes réglementations françaises » : Schéma frigorifique ou synoptique (par exemple le P&ID - Piping and Instrumentation Diagram)⁹ du système frigorifique sous pression donnant toutes les informations et repérages nécessaires et utiles pour les contrôles en exploitation., Cf. § B 6.1, Etat Descriptif, Liste des accessoires de sécurité (fabricant, marque, modèle, tarage ...), ...

A.7.2 Partie exploitation

Il est rappelé que l'exploitant doit disposer d'une liste de l'ensemble de ses équipements (réceptifs fixes et tuyauteries) soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 en reprenant les dispositions de l'article 6.III de cet arrêté (cf. Fiche Technique n°7).

Pour le suivi en service l'exploitant ouvre et renseigne un dossier comprenant des équipements suivis selon le présent Cahier Technique Professionnel comportant notamment et lorsque requis :

- la preuve de dépôt ou la copie de la (ou des) déclaration(s) de mise en service transmise(s) à l'autorité administrative compétente ainsi que de son (leur) récépissé le cas échéant ;
- pour les équipements soumis à Déclaration de Mise en Service, la liste du personnel reconnu apte à la conduite par l'exploitant (cf. article 5 - Titre II - AM 20 novembre 2017) ;
- le plan d'inspection ;
- le compte rendu de vérification initiale avant la mise en service ;
- les comptes rendus d'inspections périodiques ;
- les comptes rendus d'examen complémentaires, le cas échéant ;
- le titre d'habilitation des personnes (de l'établissement ou de l'entreprise prestataire) qui ont réalisé la vérification initiale et les inspections périodiques ;
- les attestations de requalification périodique ;
- les certificats de réglage des pressostats HP identifiés comme accessoires de sécurité ;
- un registre (qui peut être unique pour un système frigorifique) où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives :
 - o aux différents contrôles (VI ; IP ; RP ; Examens complémentaires) ;
 - o aux incidents
 - o aux événements (remplacement de soupape, test de pressostats...)
 - o aux réparations ou modifications ;
- le dossier d'intervention, le cas échéant, comportant :

o la déclaration de conformité selon l'AM du 20/11/2017 si l'intervention est Notable ;
o l'attestation de conformité selon l'AM du 20/11/2017 si l'intervention est Non Notable (cf.Fiche Technique n°10).

Constats :

Les dossiers des installations frigorifiques suivantes ont été examinés.

installation frigorifique ammoniac dite CHILLER, ensemble MATAL n°PRJ000008, PS 16b (BP) 25b (HP), année 2023 :

Les pièces suivantes ont été vues : registre, notice, DCE, documentation relative aux soupapes de sécurité, PID, plan d'inspection du 20/08/2024, procès verbal de visite initiale du 23/04/24, dernier rapport d'IP du 05/02/26, habilitations de personne compétentes par l'employeur.

Il a été noté que le plan d'inspection ne comprenait pas le schéma des zones normalement prises en glace (voir point de contrôle 6).

installation frigorifique NH3/CO2 dite "ancienne, salle frigo", GEA n°03848-005-1-01 (partie NH3), année 2011 et GEA n°03848-001-1-01 (partie CO2)

Les pièces suivantes ont été vues : décision approbation de plan d'inspection du 01/02/22, plan d'inspection du 01/02/22, dernier compte rendu d'IP du 04/09/24 (pour partie CO2 et partie NH3), dernier compte rendu de RP du 31/03/2022 (pour partie CO2 et partie NH3).

Les pièces suivantes n'ont pas été présentées : registre d'exploitation. De plus concernant la documentation relative aux accessoires de sécurité, celle-ci a pu être consultée cependant l'exploitant n'a pas pu établir formellement le lien entre les documents consultés et la correspondance avec les accessoires de sécurité installés sur l'équipement.

Il a été noté que le plan d'inspection ne comprenait pas les informations relatives à la température d'utilisation, le PID des tuyauteries et le schéma des zones normalement prises en glace (voir point de contrôle 6).

Non conformité n°4 : le dossier de l'installation frigorifique NH3/CO2 de marque GEA n'est pas complet (voir pièces manquantes ci dessus).

Remarque n°1 : l'exploitant n'a pas été en mesure, au moment de l'inspection, d'établir formellement la correspondance entre les documents d'identification des accessoires de sécurité et l'équipement, il y a risque de confusion et d'oubli dans la maintenance et le contrôle de ces accessoires de sécurité

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité n°4 : compléter le dossier du groupe frigorifique NH3/CO2 avec les documents susmentionnés.

Remarque n°1 : vérifier les pièces présentes au dossier concernant les accessoires de sécurité et établir un document/procédure/classement permettant de suivre la correspondance des accessoires de sécurité avec les équipements qu'ils protègent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conditions d'utilisation, respect de la notice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 4 I. - L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
Constats : La notice du réservoir d'air comprimé Pauchard n°X9677 prévoit que celui-ci présente un index à la PS sur son manomètre, qu'il soit relié à la terre et que des mesures d'épaisseur régulières soient réalisées. Il a été constaté lors de la visite terrain que ce réservoir n'était pas relié à la terre, que son manomètre ne présentait pas d'index à la PS. De plus le manomètre installé sur l'équipement présente une limite de plage trop proche de la PS et ne fonctionne pas dans sa plage optimale de précision. Lors de l'examen du dossier de cet équipement, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation des mesure d'épaisseur réclamées par la notice. Non conformité n°5 : la notice du réservoir Pauchard n°X9677 n'est pas respectée. Remarque n°2 : le manomètre installé sur le réservoir Pauchard n°X9677 n'est pas adapté car en limite de plage d'affichage à la PS de l'équipement. Lors de la visite terrain il a été constaté que les valeurs enregistrées pour les mesures de phosphate de la chaudière 2 étaient inférieures aux seuils reportés sur les tableaux d'enregistrement, et ce depuis plusieurs jours, sans qu'il ait été mis en oeuvre d'action corrective. Lors de l'examen de la notice de la chaudière 1 il a été constaté que les valeurs cibles reportées dans les tableaux d'enregistrement consultés sur terrain ne correspondent pas aux seuils réclamés par la notice du constructeur pour un mode d'exploitation 72h. Non conformité n°6 : Pour la chaudière 2, le suivi des eaux des chaudières n'est pas fait conformément aux valeurs prévues par la notice du constructeur. Remarque n°3 : Pour la chaudière 1, l'écart aux valeurs cibles dans le suivi des eaux n'a pas été suivi d'action corrective.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non conformité n°5 : mettre en oeuvre les actions nécessaires visant à répondre aux exigences de la notice du réservoir Pauchard n°X9677 sur les points mentionnés ci-dessus. Remarque n°2 : mettre en place un manomètre mieux adapté aux conditions de service de l'équipement. Non conformité n°6 : établir une procédure de suivi des eaux conforme aux prescriptions de la notice du constructeur, pour la chaudière 2. Remarque n°3 : statuer sur l'impact de l'écart aux valeurs cibles en phosphate pour l'état de la

chaudière 1 et définir une gamme d'actions correctives en cas d'écart aux valeurs cibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain et de l'examen de dossiers, il a été constaté que le site exploite plusieurs équipement dont le couple pression x volume dépasse le seuil de soumission à déclaration de mise en service défini à l'article 7. L'article 5 prévoit une reconnaissance d'aptitude du personnel à la conduite de ces équipements.</p> <p>Non conformité n°7 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de liste de personnel ainsi reconnu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité n°7 : établir la liste du personnel habilité à la conduite des équipements sous pression, tel que prévu par l'article 5 de l'arrêté du 20 novembre 2017.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contenu des plans d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi avec plan d'inspection
Prescription contrôlée :

Article 13

I. - Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles.

Un examen est considéré comme étant complet s'il permet une surveillance effective, selon des critères d'acceptabilité prédéterminés, de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement. Il tient compte des conditions de conception et de fabrication de l'équipement mentionnées dans la notice d'instructions, des conditions de son exploitation, de l'environnement dans lequel il est utilisé, et des résultats des examens antérieurs, en particulier l'évaluation des dégradations éventuelles mises en évidence, qu'elles soient liées à sa fabrication ou à son exploitation. Les critères d'acceptabilité sont adaptés au caractère qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif des informations intervenant dans la détermination de la période maximale entre les contrôles et de leur nature contribuant à l'examen complet, et aux incertitudes affectant ces informations.

Un plan d'inspection couvre un équipement individuel ou un lot d'équipements ayant des caractéristiques de fabrication et des conditions d'exploitation homogènes.

II. - Le plan d'inspection comporte un examen visuel régulier des accessoires de sécurité, des accessoires sous pression, ainsi que des dispositifs de régulation et de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3. [...]

IV. - Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2, ou selon d'autres guides ou cahiers techniques professionnels approuvés par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Tout nouveau guide ou cahier technique professionnel et toute modification de guide ou cahier technique professionnel existant sont établis en accord avec le guide professionnel reconnu mentionné au 2° de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement. [...]

Constats :

Les plan d'inspection des installations frigorifiques CHILLER et GEA mixte NH3/CO2 ont été examinés.

Pour le plan d'inspection de l'installation CHILLER : le plan d'inspection ne comporte pas le schéma des zones normalement prises en glace, tel que prévu par l'annexe 1 du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020.

Pour les plans d'inspection de l'installation frigorifique GEA (respectivement partie NH3 et partie CO2) : le plan d'inspection ne comporte pas d'information relative à la température d'utilisation, de PID des tuyauteries ni de schéma des zones normalement prises en glace, tel que prévu par le paragraphe A8 et l'annexe 1 du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020.

Non conformité n°8 : les plans d'inspection des installations frigorifiques susmentionnées ne sont pas conformes au paragraphe A8 et au plan d'inspection générique présenté en annexe 1 du ca-

<p>hier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité n°8 : compléter les plans d'inspections des installations frigorifiques CHILLER et GEA hybride NH3/CO2 conformément aux exigences du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>